



PRÉFET DES PYRÉNÉES- ATLANTIQUES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Modification simplifiée du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) de Pardies Notice de présentation des modifications

Établissement concerné : **Air Liquide France Industrie**

Objet : Modification simplifiée du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour de la plateforme de Pardies

Pièces jointes : Carte de zonage réglementaire, cartes des aléas, carte des effets toxiques et de suppression, règlement, cahier de recommandations et d'arrêté préfectoral d'approbation

Le PPRT historique de la plate-forme de Pardies (approuvé le 15 avril 2015)

Les communes d'Abos, Bézingrand, Mourenx, Noguères, Os-Marsillon et Pardies sont soumises à des risques technologiques générés par les installations industrielles classées Seveso seuil haut de la plateforme industrielle de Pardies.

Ces communes disposent d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) des sites industriels Air Liquide France Industrie et YARA datant du 15 avril 2015.

Les communes de Mourenx, Noguères, Os-Marsillon et Pardies sont également concernées par le PPRT de la plateforme industrielle de Mourenx. Les zonages réglementaires des deux PPRT présentent d'ailleurs une zone d'intersection.

Les PPRT ont été institués par la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 dite « loi Bachelot » ou « loi Risques », suite à l'accident industriel d'AZF survenu le 21 septembre 2001 qui a entraîné la mort de 31 personnes et blessé plus de 2 500 personnes et faisant des dégâts matériels considérables. Cette loi impose que des PPRT soient mis en place autour des sites industriels classés «Seveso seuil haut».

Le PPRT vise la maîtrise de l'urbanisation autour de ces sites industriels. Son objectif est de réduire la vulnérabilité du territoire en assurant la protection des populations vis-à-vis des risques technologiques. Le plan agit à la fois sur l'urbanisation future et existante.

Motivations de la modification du PPRT de la plateforme de Pardies et procédure associée

L'article L. 515-22-1 II du code de l'environnement prévoit que le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) peut être modifié suivant une procédure simplifiée si la modification envisagée ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan ou si la portée des mesures est revue à la baisse.

La procédure retenue est une modification simplifiée du PPRT. Elle est motivée par la réduction du périmètre d'exposition aux risques liée à la cessation d'activité de la société YARA. Cette cessation constitue une disparition définitive et pérenne des risques associés à l'un des deux établissements SEVESO à l'origine des risques du PPRT.

Les contraintes d'urbanisme associées aux effets de la société YARA n'ont pas vocation à perdurer. De fait, la portée des mesures du PPRT modifié est revue à la baisse.

Synthèse des modifications apportées

La cessation d'activité de la société YARA implique la suppression des potentiels de dangers liés à cette activité, et par conséquent la suppression des aléas associés. L'enveloppe des aléas (tous types d'effets confondus) est donc largement réduite, de même que les périmètres « enveloppe » des effets toxiques et de surpression.

Le périmètre d'exposition aux risques (PER) du PPRT modifié est défini par l'enveloppe résiduelle des effets générés par l'établissement Air Liquide France Industrie. Le PER est ainsi revu fortement à la baisse et n'intersecte plus le PER du PPRT de Mourenx.

La modification du PPRT n'a pas pour objectif de modifier les principes du règlement du PPRT pour les zones restant impactées par des effets de la société Air Liquide France industrie, mais de prendre en compte la suppression des effets induits par YARA.

Aussi, le règlement au sein des différentes zones réglementaires (zones « R » Rouge foncé, « r » Rouge clair, « B » Bleu foncé, « b » Bleu clair, et « v » Vert) reste identique à celui du règlement du PPRT initial pour ce qui concerne la réglementation des projets, seules les dispositions constructives sont adaptées aux effets résiduels.

Certaines zones du PPRT initial disparaissent du zonage réglementaire : il s'agit notamment des zones d'intersection avec le PPRT de Mourenx (zones « b2 » et « v2 »), et de la zone « B2 » qui constituait une sous-zone « B » avec une réglementation stricte au sud de la route départementale côté village. Il n'y a plus d'effet au sud de cette route motivant cette sous-zone.

Le tableau ci-dessous rappelle les grands principes directeurs retenus dans chaque zone réglementaire.

Zone	Principes de réglementation
Zone Grisée (G)	Principe d'interdiction stricte. Dans cette zone ne sont autorisées que les installations en lien avec l'activité à l'origine des risques, à l'exception de lieux de sommeil et sous réserve qu'elles n'accueillent qu'un nombre limité de personnes strictement nécessaires à l'activité.
Zone Rouge foncé (R)	Principe d'interdiction stricte. Dans cette zone, le principe d'interdiction inclut l'interdiction de toute construction nouvelle, de toute réalisation d'ouvrages et d'aménagements, de toute extension de constructions existantes et de tout changement de destination ayant pour effet d'en augmenter la capacité d'accueil
Zone Rouge clair (r)	Principe d'interdiction Dans cette zone, le principe d'interdiction prévaut. Ces zones n'ont pas vocation à accueillir des habitations ou de nouvelles activités.
Zone Bleu foncé (B)	Principe d'autorisation sous conditions Dans cette zone, le principe d'autorisation prévaut pour les installations classées pour la protection de l'environnement.

Zone bleu clair (b)	Principe d'autorisation sous conditions Ce sont des zones faiblement exposées aux risques de la plate-forme de Pardies. Dans ces zones, le principe d'autorisation prévaut. Les constructions sont autorisées sous conditions. Les ERP sensibles et difficilement évacuables sont interdits .
Zone verte (v)	Principe d'autorisation Il s'agit d'une zone très faiblement exposée aux risques. Cette zone n'est soumise à aucun principe de réglementation en matière d'urbanisme. Elle comporte uniquement des recommandations non contraignantes (pour les projets futurs uniquement).

Par ailleurs, certaines dispositions qui ont été supprimées des règlements PPRT de manière rétroactive par l'ordonnance du 22 octobre 2015 ont été retirées du règlement, car obsolètes. Il s'agit :

- des recommandations formulées pour les biens existants : la nouvelle référence L. 515-16-8 du code de l'environnement limite en effet la portée des recommandations aux projets uniquement.
- de l'obligation de travaux de renforcement (création d'un local de confinement notamment) pour les enjeux existants autres que les logements : le nouvel article L. 515-16-2 du code de l'environnement précise désormais que la réalisation de travaux de protection ne concerne que les logements existants (pas de logements concernés au sein du PER).

Le projet du plan de prévention des risques technologiques modifié mis en consultation comporte :

- un arrêté préfectoral d'approbation ;
- un règlement et ses annexes ;
- un cahier de recommandations (en fin de règlement) ;
- une carte de zonage réglementaire ;
- la présente notice explicative ;
- une carte des aléas (tous types d'effets confondus) ;
- une carte des enjeux ;
- une carte des effets toxiques ;
- une carte des effets de surpression.